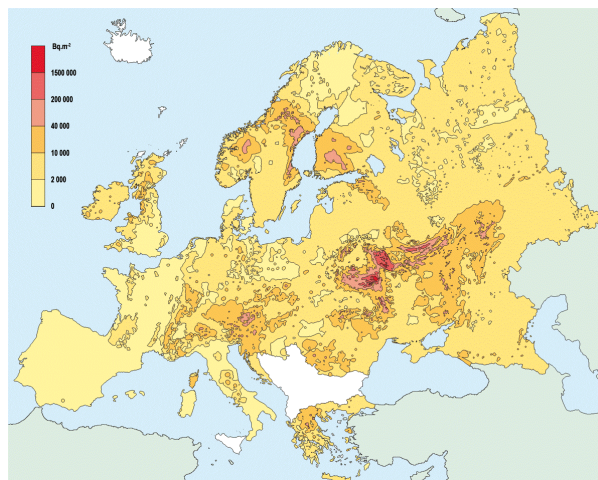


La catastrophe de Tchernobyl, un traumatisme soviétique et européen

Laurent COUMEL

RÉSUMÉ

L'accident nucléaire de Tchernobyl en 1986 a des effets considérables pour l'ensemble de l'Europe. Traumatisme dans l'histoire de l'Union soviétique, dont il révèle à la fois les vulnérabilités, le culte du secret, la culture de l'héroïsme et finalement l'échec à se réformer, moment fondateur pour de nouveaux pays comme le Belarus et l'Ukraine, il témoigne aussi des différences de contexte sociotechnique entre pays dans l'ex-Europe de l'Ouest. Ces perceptions contrastées du risque lié aux radiations, qui expliquent des réactions et des mobilisations très variables, ont rejoué lors de la catastrophe de Fukushima en 2011.



Carte des dépôts de Cesium 137 à l'échelle de l'Europe. Source : Atlas européen EC/IGCE 1998 et IRSN. Aucune donnée n'est disponible pour les Balkans.

Le mot « Tchernobyl » est entré dans le langage commun de part et d'autre de l'ancien rideau de fer : aussi bien en Russie, au Belarus et en Ukraine, où a eu lieu la plus grave catastrophe nucléaire de l'histoire, que sur le reste du continent. Elle est donc à la fois soviétique et européenne ; survenue à la fin du xx^e siècle, elle continue de marquer de son empreinte le xxi^e siècle.

Un drame technologique et humain qui accélère la fin de l'Union soviétique

Le 26 avril 1986, un accident survient dans la centrale « Lénine » de Tchernobyl, située au

nord de la république d'Ukraine, à 80 km de Kiev, sa capitale. Du fait d'un défaut de conception spécifique à sa technologie, le réacteur numéro 4, mis en service trois ans plus tôt, subit une explosion thermique majeure lors d'une expérience pourtant censée être sous contrôle, détruisant une partie du bâtiment. Pendant plusieurs jours, l'incendie du cœur en fusion rejette gaz et poussières radioactives : la contamination équivaut à 500 fois Hiroshima. Il faut revenir aux années 1950 pour comprendre le choix de ce type de réacteur par les scientifiques soviétiques, soutenus et aiguillés par l'État-parti en pleine compétition Est-Ouest : son avantage était sa « double destination » : produire à la fois de l'électricité à usage civil, et du plutonium à usage militaire. Aux origines de l'accident, il y a donc un faisceau de facteurs, parmi lesquels, outre les erreurs des ingénieurs et des techniciens, figurent la recherche de rentabilité et le prestige de la science atomique soviétique, pilier du régime.

Tchernobyl est alors situé dans la république d'Ukraine, à quelques kilomètres seulement de celle de Biélorussie. La ville voisine de Pripiat, où étaient logés les personnels et leurs familles, est entièrement vidée de ses 50 000 habitants le 27 avril, dans ce qui est présenté officiellement comme une « évacuation temporaire ». En cette période de guerre froide, l'information est étroitement contrôlée, aucune nouvelle ne doit filtrer vers l'Ouest. C'est sans compter la matérialité du « nuage de Tchernobyl » de poussières et de gaz qui ont rejoint les masses d'eau en suspension, se déplacent et retombent à des centaines voire des milliers de kilomètres au nord et à l'ouest, au gré des vents dominants et des précipitations, pendant plusieurs semaines : tout le continent est touché, de l'Atlantique à l'Oural (carte). Le 28 avril, suite à la détection d'un niveau de radioactivité anormal en Suède, Moscou révèle l'accident ; il faut attendre l'intervention du dirigeant suprême Mikhaïl Gorbatchev (né en 1931) à la télévision soviétique le 17 mai pour que le pays soit informé de sa gravité. 115 000 personnes supplémentaires sont évacuées en quelques semaines de la « zone d'exclusion » (4 800 km²), mais l'étendue de la contamination reste secrète, les données n'étant pas publiées.

Au premier jour commence la « liquidation des conséquences de l'accident » : c'est ainsi qu'on désigne l'action des 600 000 pompiers, soldats, ouvriers des mines et personnels soignants chargés de travaux à la dangerosité variable. Les plus exposés, dont certains meurent en quelques jours ou semaines, font l'objet d'une héroïsation propre à la culture officielle soviétique, largement militarisée : la référence est la Grande Guerre patriotique. La société soviétique est invitée à commémorer ce « sacrifice ». La propagande vise ainsi à masquer les défaillances des autorités, et elle a pour effet de rendre moins évidents les risques encourus également aux alentours de la « zone d'exclusion », comme le disent les témoignages rassemblés par Svetlana Alexievitch (née en 1948) dans *La Supplication* (1997). L'ampleur de la radioactivité dans ces régions non évacuées est révélée par la carte publiée en mars 1989 dans la *Pravda*, grâce au dissident Andreï Sakharov (1921-1989) : elle provoque un choc dans l'opinion publique et discrédite davantage le régime soviétique, alors en proie à une série de révélations sur son passé stalinien, précipitant sa fin, qui survient en 1991.

Un nouveau spectre qui hante l'Europe, mais de manière inégale

Tchernobyl est une catastrophe européenne, même si son impact varie considérablement d'un pays à l'autre. En France, le poids du lobby nucléaire limite la reconnaissance officielle du danger, à la différence de l'Allemagne occidentale, ou encore de la Pologne, où des mesures sont prises pour limiter la consommation des produits agricoles (la RFA gèle alors les importations de RDA). Des bulletins météorologiques laissent entendre que l'hexagone aurait été « totalement épargné par les retombées de radionucléides », selon un communiqué du ministère français de l'Agriculture le 6 mai 1986. Le même jour, une manifestation sportive internationale part de Kiev : la « Course de la paix cycliste », à laquelle la France (contrairement au Royaume-Uni, la RFA, l'Italie, les Pays-Bas et la

Yougoslavie) a maintenu sa participation. Nul besoin ici de décrire le peuple allemand comme « romantique et amoureux de la nature », et le peuple français comme « rationnel et amoureux du progrès », comme on peut le lire alors dans la presse analysée par Katrin Jordan. En octobre 1986, un sondage publié par *L'Express* montre que 52 % des personnes interrogées en France souhaitent arrêter la construction de centrales (contre 69 % en Allemagne, d'après le *Spiegel*, en mai). La différence entre les deux pays tient au fait qu'on considère, dans l'un, l'accident comme un problème spécifique à l'URSS et, dans l'autre, comme une question intérieure dont il faut débattre publiquement, comme y invite le sociologue Ulrich Beck qui parle alors de « société du risque ». L'absence d'organismes non étatiques de contre-expertise en France explique en partie ce contraste, malgré la création par des chercheurs, en mai 1986, de la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (CRIIRAD). L'écho est aussi bien plus fort en Italie où, en 1987, un référendum met fin au programme électronucléaire.

L'absence d'enquête épidémiologique transnationale explique l'incertitude persistante sur le bilan de Tchernobyl. Certaines estimations évoquent 100 000 morts, voire plus, alors que l'Organisation mondiale de la santé parle d'une cinquantaine de décès directs et de quelques milliers de cancers, des chiffres jugés ridiculement bas par les associations qui viennent en aide aux pays les plus touchés (Belarus, Ukraine, Russie), et par plusieurs médecins. Dans les années 1990 et 2000, leur discours est accusé par l'Agence internationale de l'énergie atomique de provoquer plus de maladies par la « radiophobie » que les radiations elles-mêmes : une thèse reprise notamment en 2016 par l'agence d'information russe Tass. Aujourd'hui encore, comme l'écrit Karena Kalmbach, en Europe « toute indication chiffrée sur Tchernobyl est perçue comme une prise de position pro- ou anti-nucléaire ». Dans les pays sinistrés, l'attitude des autorités varie avec le temps. Le régime autoritaire d'Alexandre Loukachenko encourage au retour des populations dans les zones contaminées au Belarus. Quant à l'Ukraine, elle inaugure en 2018 un second sarcophage (recouvrant celui construit dans l'urgence en 1986) financé par un consortium international dont l'Union européenne et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement sont les principaux contributeurs, et encourage le tourisme de catastrophe à Pripiat, nouveau lieu de mémoire.

Les controverses socio-environnementales liées à Tchernobyl, que l'accident de Fukushima en 2011 a relancées (décidant l'Allemagne, puis la Belgique à stopper leurs programmes électronucléaires à moyen terme, et l'Autriche à adopter une loi « antinucléaire »), sont toujours ouvertes aujourd'hui. Le succès mondial de la mini-série britannique *Chernobyl* (2019), largement inspirée du livre d'Alexievitch, en témoigne, même si, en Russie surtout, des voix l'ont jugée trop « antisoviétique ». Une mémoire neutre et partagée de cette catastrophe est-elle possible en Europe ?

BIBLIOGRAPHIE

JORDAN, Katrin, *Ausgestrahlt : die mediale Debatte um « Tschernobyl » in der Bundesrepublik und in Frankreich 1986/87*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2018.

KALMBACH, Karena, « Europe and Chernobyl : Contested Localisations of the Accident's Environmental, Political, Social and Cultural Impact », dans Christian Wenkel, Éric Bussière, Anahita Grisoni, et Hélène Miard-Delacroix, *Environment and the European Public Sphere : Perceptions, Actors, Policies*, Winwick, White horse Press, 2020.

MANDRILLON, Marie-Hélène, « L'écologie, vecteur de l'ouverture de l'espace public », dans Jean-Robert Raviot (dir.), *URSS : fin de parti(e). Les années perestroïka*, Paris, Fage, 2011, p. 60-69.

MEYER, Teva, « Les politiques électronucléaires des partis d'extrême droite en Europe : analyse d'un discours géopolitique », *Actes du CRESAT*, no 14, mai 2017, p. 63-86.

STRAZZULLA, Jérôme, ZERBIB, Jean-Claude, RODIERE, Michèle, *Tchernobyl*, Paris, La Documentation française (coll. « Les médias et l'événement »), 1991.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thematiques/ecologies-et-environnements/idees-acteurs-et-pratiques-politiques/la-catastrophe-de-tchernobyl-un-traumatisme-sovietique-et-europeen>